**RÉPONSE À LA DEMANDE DU PRÉSIDENT DU COC D'INFORMATIONS INITIALES
SUR DES PROBLÈMES D'APPLICATION POTENTIELS DES AUTRES CPC ET INFORMATIONS DU
PRÉSIDENT DU COC SUR LE PROCESSUS D'EXAMEN DES RÉPONSES DES CPC À LA LETTRE DU
PRÉSIDENT DU COC SUR DES PROBLÈMES D'APPLICATION IDENTIFIÉS PAR LE COC À LA RÉUNION
ANNUELLE DE 2017**

Informations initiales des CPC sur des problèmes d'application potentiels des autres CPC

Dans sa lettre dans la circulaire n°7493 du 11 octobre 2018, le Président du COC a écrit:

Afin de faciliter une discussion approfondie lors de l'examen de l'application CPC par CPC, j'encourage vivement les CPC à examiner les rapports annuels et les autres documents relatifs à l'application d'autres CPC lorsque ceux-ci sont mis à la disposition de la Commission, et à me soumettre toute question ou préoccupation concernant une non-application potentielle au plus tard le lundi 5 novembre. J'examinerai ensuite cette information au fur et à mesure que je dresserai la liste des points supplémentaires à débattre lors de l'examen CPC par CPC.

Les commentaires reçus en réponse à la demande du Président sont joints. Le cas échéant, le secrétariat et le Président du COC prendront en compte ces informations lors de la préparation des versions révisées des tableaux récapitulatifs d'application (COC-308).

Les CPC qui n'ont pas fourni d'informations par le biais de ce processus sont néanmoins encouragées à assister aux sessions du COC préparées pour soulever des problèmes ou poser des questions liées à l'application des autres CPC, comme indiqué dans les rapports et autres documents dont dispose le COC.

Processus d'examen des réponses des CPC aux lettres du Président du COC sur des problèmes d'application identifiés lors de la réunion annuelle de 2017

Les lettres envoyées par le président du COC à certaines CPC après la réunion annuelle de 2017 les informant des problèmes d'application identifiés lors de la réunion de 2017 et les lettres de réponse des reçues à ce jour figurent dans le document **COC-309**.

Lors de l'examen CPC par CPC qui aura lieu pendant les sessions du COC tenues du 10 au 11 novembre, j'examinerai les problèmes soulevés pour chaque CPC ayant reçu une lettre, puis je demanderai à la CPC de fournir une réponse sur la manière dont elle a résolu les problèmes soulevés, soit en présentant le contenu de sa réponse écrite au président du COC, soit en fournissant des informations non incluses dans une réponse écrite, y compris toute mise à jour de sa réponse écrite. Je demanderai ensuite aux autres CPC de poser leurs questions et de se prononcer sur le caractère suffisant des mesures prises par la CPC pour résoudre les problèmes d'application identifiés en 2017. Je souhaite également recevoir les points de vue des CPC sur la manière de suivre les actions des CPC adoptées chaque année, afin d'aider le COC à continuer à surveiller ces actions lorsque la question suscite toujours des préoccupations. J'aimerais que la discussion soit animée et encourage vivement les CPC à examiner les lettres et à développer leurs points de vue en vue des sessions du COC.

Exigences en matière d'observateurs

Pendant de nombreuses années, le SCRS a constaté que l'on ne disposait pas d'un aperçu complet de l'ampleur totale des prises accessoires dans les pêcheries relevant de l'ICCAT, tout comme du moment et du lieu où elles ont lieu et des mesures appliquées pour les éviter.

Dans les documents COC-303 et COC-311, il est signalé que plusieurs CPC ont indiqué éprouver des difficultés pour mettre en œuvre des programmes d'observateurs scientifiques. Comme indiqué dans le document PLE-105A, le formulaire CP45 a été remplacé par le formulaire ST11 pour refléter les exigences énoncées dans la Rec. 16-14. En 2018, le formulaire ST11 a été soumis par 14 CPC seulement et le formulaire

CP45 par une seule CPC. En outre, en 2018, seules 21 CPC ont soumis le formulaire ST09 pour déclarer les données de prise accessoire des observateurs. À l'instar d'années antérieures, plusieurs formulaires soumis contenaient très peu d'information ou aucune information. Le nombre limité de données d'observateurs soumises au moyen du formulaire ST09 a considérablement entravé la capacité du SCRS à fournir des réponses à la Commission visées au paragraphe 10 de la Rec. 16-14 (et la Recommandation 10-10 antérieure) pour examiner et formuler des recommandations en vue d'améliorer l'efficacité des programmes d'observation, au paragraphe 8 de la Rec. 11-09 pour évaluer et formuler des recommandations afin d'améliorer les mesures de réduction des prises accessoires d'oiseaux de mer et au paragraphe 2 de la Rec. 13-11, afin de formuler un avis sur l'atténuation des prises accessoires des tortues marines.

Le respect des normes minimales de couverture par des observateurs et des exigences de déclaration des données associées à ces programmes semble être assez faible. Nous demandons au COC d'accorder la priorité à l'examen de cette question cette année, en particulier de confirmer, au cas par cas, si les CPC disposent ou non d'un programme d'observateurs scientifiques, si elles respectent la couverture minimale de 5% de l'effort de pêche requise pour les types d'engins concernés (palangriers pélagiques, senneurs, canneurs, madragues, filets maillants et chalutiers) en 2017, la façon dont elles calculent leur niveau d'effort et assurent une couverture spatio-temporelle représentative de leurs flottilles et si elles ont fourni des détails sur la structure et la conception de leur programme à la Commission et au SCRS et d'autres informations requises conformément au paragraphe 10 de la Rec. 16-14.

De plus, dans son rapport annuel, la Barbade indique qu'elle n'est pas soumise aux normes minimales de l'ICCAT pour les programmes d'observateurs scientifiques, puisqu'elle a soulevé une objection à la Recommandation 10-10. En 2016, toutefois, la Commission a adopté la Rec. 16-14, qui abrogeait et remplaçait la Rec. 10-10. Nous ne nous souvenons pas que la Barbade a présenté une objection similaire à la Rec. 16-14. Si elle ne l'a pas fait, la Barbade est liée par les dispositions de celle-ci. Nous souhaiterions recevoir des éclaircissements à ce sujet.

COC-304

- **Différences entre les données de la tâche I et des tableaux du COC :** Il existe un certain nombre de différences entre les données déclarées de la tâche I et les tableaux d'application pour de nombreuses espèces et CPC, ce qui conduit à deux jeux de données de captures disparates gérés par l'ICCAT. C'est un problème que l'ICCAT devrait aborder dans un proche avenir.
- **Union européenne/Germon du Sud :** Il existe une différence significative entre les débarquements de germon du Sud de 2017 déclarés par l'UE dans les données de la tâche I (435 t) et dans le tableau d'application (178,2 t). L'Union européenne peut-elle expliquer cette divergence ?
- **Union européenne/Makaïre bleu :** Il semble que l'UE ait reporté 48 t de BUM à 2019, alors qu'elle ne disposait que de 11 t de sous-consommation de son quota réduit pour 2017, et qu'il lui reste toujours 65,25 t à rembourser en 2018. L'UE pourrait-elle clarifier son plan de remboursement pour le makaïre bleu et le makaïre blanc, expliquer l'écart entre les captures de BUM déclarées dans la tâche I en 2017 (565 t) et les captures déclarées dans le tableau d'application (337,84 t), et décrire les mesures en place pour réduire les interactions et la mortalité par pêche ?
- **Canada/Thon rouge de l'Ouest :** Le paragraphe 20 d de la Rec.16-08 stipule que, en fonction de la disponibilité, le Mexique peut transférer au Canada jusqu'à 108,98 t de son quota ajusté au titre de 2017, afin de venir étayer les travaux de recherche en coopération, tel que le spécifie le paragraphe 20 de la Rec. 16-08. L'annexe d'application concernant le thon rouge de l'Ouest pour le Mexique et le Canada indique des informations différentes concernant un transfert en 2017. Nous souhaiterions des éclaircissements sur cette question (y compris l'année du transfert et l'année d'application du quota) et un ajustement de l'annexe d'application, le cas échéant.

- **Barbade, Belize, Brésil, France (SPM), Corée, Mexique, Trinité-et-Tobago / Espadon du Nord** : Le paragraphe 3 de la Rec. 17-02 stipule que les CPC ayant une limite de capture initiale d'espadon du Nord (cf. paragraphe 2b) de 500 t ou moins peuvent reporter une sous-consommation maximale de 40% de leur limite de capture initiale. Les montants reportés inclus dans l'annexe d'application pour la Barbade, le Belize, le Brésil, la France (au titre de St. Pierre et Miquelon), la Corée, le Mexique et Trinité-et-Tobago pour 2018 semblent incompatibles avec cette règle. Nous souhaiterions des éclaircissements à ce sujet et un ajustement de l'annexe du tableau d'application, le cas échéant.
- **Canada, Japon, Sénégal/Espadon du Nord** : Le paragraphe 3 de la Rec. 17-02 (ainsi que le paragraphe 6 de la Rec. 13-02 et le paragraphe 3 de la Rec. 16-03) stipule que les CPC ayant une limite de capture initiale d'espadon du Nord (cf. paragraphe 2b) de plus de 500 t (à l'exception des transferts de quota) peuvent reporter une sous-consommation maximale de 15% de leur limite de capture initiale. Les calculs de l'annexe d'application pour le Canada, le Japon et le Sénégal semblent incompatibles avec cette règle. Il semble que ces CPC utilisent des limites de capture ajustées pour calculer leurs reports. Nous souhaiterions des éclaircissements à ce sujet et un ajustement de l'annexe d'application, le cas échéant.
- **Canada, Taipei chinois/Espadon du Nord** : Le total des prises admissibles concernant l'espadon du Nord comprend les débarquements et les rejets morts (contrairement aux limites de débarquement établies pour les makaires). Par conséquent, toutes les captures, y compris les rejets morts, devraient être calculées en fonction de quotas de la pêcherie d'espadon de l'Atlantique Nord. L'annexe d'application du NSW0 pour le Canada et le Taipei chinois ne semble pas inclure les rejets morts, bien que ceux-ci soient déclarés au SCRS et reflétés dans la tâche 1. Nous souhaiterions des éclaircissements à ce sujet et un ajustement de l'annexe d'application, le cas échéant.
- **Union européenne, Japon, Venezuela/Espadon du Nord** : La capture d'espadon du Nord reflétée par l'UE et le Japon dans l'annexe d'application diffère de celle de la tâche 1 au titre de 2017. Nous souhaiterions des éclaircissements sur cette différence et un ajustement de l'annexe d'application, le cas échéant. En outre, la tâche 1 indique que le Venezuela a capturé de l'espadon du Nord en 2017, mais aucun tableau d'application ne semble avoir été soumis. Il conviendrait de demander au Venezuela de rectifier cette omission dès que possible.
- **Guyana/Espadon du Nord** : Le Guyana continue de pêcher l'espadon du Nord, mais n'a pas de limite de capture en vertu des recommandations pertinentes (Rec. 13-02, 16-03 et 17-02). Des éclaircissements de la part de Guyana à ce sujet sont demandés.
- **Mexique/Makaire bleu** : Le tableau d'application du makaire bleu concernant le Mexique indique une surconsommation de makaire bleu de 15 t en 2013, alors que la limite ajustée en 2015 ne prévoit qu'une réduction de 14 t. Le Mexique a de nouveau déclaré une surconsommation de sa limite ajustée en 2015, s'accompagnant d'un remboursement de 17 t en 2017. Toutefois, la limite ajustée pour 2017 ne reflète pas la réduction de 17 t et indique un report potentiel. Un problème similaire existe pour 2014, 2016 et 2018. Nous souhaiterions des éclaircissements à ce sujet et un ajustement de l'annexe d'application, le cas échéant.
- **Mexique/Makaire blanc** : Il ne semble pas que la surconsommation de makaire blanc du Mexique en 2013 ou 2015 ait été comptabilisée dans le report prévu de 2014 à 2016 à 2018. Il ne semble pas non plus que l'année d'ajustement correcte soit appliquée dans chaque cas. Nous souhaiterions des éclaircissements à ce sujet et un ajustement de l'annexe d'application, le cas échéant.
- **Belize/Makaire blanc** : La Rec. 15-05 impose une limite des débarquements de makaire blanc de 2 t aux CPC ne figurant pas dans le tableau des quotas. Le Belize semble utiliser une limite de 10 t dans ses tableaux d'application pour le makaire blanc, déclarant 11,5 t débarquées en 2017. Nous voudrions informer le Belize de sa limite actuelle de 2 t de débarquements et demander que l'annexe d'application soit ajustée et que la surconsommation soit remboursée le cas échéant.

- **Union européenne/Makaïre blanc** : L'UE a déclaré une surconsommation importante de makaïre blanc en 2014 et 2015 et a proposé un plan de remboursement pour 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020. Comme indiqué dans le tableau d'application, les prises de l'UE de WHM ont considérablement diminué depuis 2015, mais les débarquements de la tâche I montrent une surconsommation persistante. Nous souhaiterions recevoir des éclaircissements à ce sujet.
- **Trinité-et-Tobago/Makaïre blanc** : Trinité-et-Tobago a déclaré une surconsommation importante de WHM en 2014, 2015 et 2016. Aucun plan de remboursement n'a été proposé, mais une capture nulle a été déclarée en 2017. Nous aimerions avoir des éclaircissements sur la manière dont Trinité-et-Tobago a empêché tout débarquement en 2017 et veillé à ce qu'il n'y ait pas de rejets morts.
- **Liberia/Makaïre blanc** : Le Liberia a déclaré 98 t de makaïre blanc en 2016 dans la tâche I, alors que sa limite est de 2 t. Aucun rapport d'application n'a été soumis. Nous demandons une soumission du tableau d'application et le remboursement de la surconsommation, le cas échéant.
- **CPC en ce qui concerne le tableau de quota applicable au BET, Remboursement du TAC du thon obèse en vertu du paragraphe 2 (b) de la Rec. 16-01** : Il est difficile de savoir si le remboursement du dépassement du TAC a été pris en compte dans les limites de capture de 2017 pour les CPC figurant dans le tableau de quota (à l'exception du Japon, qui a clairement indiqué qu'il ne l'avait pas fait) et la Chine semble avoir réduit ses limites ajustées de 2017 d'environ 3%. Il semble que l'UE, la Corée et le Taipei chinois n'aient pas procédé à cet ajustement. Nous souhaitons que ces CPC clarifient le tableau du quota et précisent la manière dont cette exigence a été prise en compte
- **Union européenne/Thon obèse** : La limite de capture ajustée pour 2017 (19.699,78) est supérieure au maximum autorisé en vertu de la mesure qui prévoit une limite de report de 15% (19.537,35) et ne tient pas compte de la réduction prévue au paragraphe 2 (b). Cela signifie que la surconsommation de thon obèse par l'UE devrait être supérieure à celle calculée ici. Pour 2018, l'UE réclame le quota ajusté maximal autorisé de 19.537,35, en dépit de sa surconsommation en 2017. Nous souhaitons obtenir des éclaircissements sur cette question et souhaiterions que l'annexe d'application soit adaptée en conséquence.
- **Ghana/thon obèse** : Le Ghana n'a pas inclus de limite de capture ajustée pour le thon obèse en 2018. Sur la base de la surconsommation déclarée et du plan de remboursement/transfert du quota, la limite de capture ajustée devrait être 3.586,57. Le Ghana a également déclaré une différence significative entre sa capture de thon obèse de la tâche I (4826 t) et sa capture dans les tableaux d'application (4.085,7 t). Nous souhaitons obtenir des éclaircissements sur cette question et souhaiterions que l'annexe d'application soit adaptée en conséquence.
- **Japon/thon obèse** : Nous demandons des éclaircissements sur les différences entre les captures déclarées par le Japon dans les données de la tâche I (10.980 t) et ses captures déclarées dans les tableaux d'application (9.437,6 t). De 2014 à 2017, il existe une différence cumulée de 15.001,4 t entre les données déclarées par le Japon au titre de la tâche 1 et les captures déclarées dans les tableaux d'application. Nous souhaitons obtenir des éclaircissements sur ces divergences.
- **Panama/thon obèse** : Nous demandons des éclaircissements sur les différences entre les captures de thon obèse déclarées par le Panama dans ses données de la tâche I (1.664 t) et ses captures déclarées dans les tableaux d'application (1.413 t).

COC-303-Annexe 2

- **Ghana** : Le Ghana a identifié plusieurs mesures comme « facultatives » ou « non requises » dans le document CP10-IntAc20 (comme indiqué dans l'annexe 2 du COC-303), notamment les « conditions de déclaration des statistiques des rejets » et « la couverture d'observateur ». Le Ghana peut-il expliquer pourquoi il considère ces exigences comme facultatives pour ses navires de l'ICCAT ?

COC-301 Rapports annuels

- **Angola** : L'Angola a fourni une liste de navires ayant pêché des thonidés tropicaux l'année précédente (TRO 2002) mais n'a pas soumis de données de la tâche I pour les thonidés tropicaux en 2016 et a répondu « N/A » dans son rapport annuel en ce qui concerne toutes les exigences de déclaration relatives aux thonidés tropicaux. L'Angola peut-il préciser s'il pêche les thonidés tropicaux ?
- **Sénégal** : La composition de la capture de requins indiquée dans le tableau 6 du rapport annuel du Sénégal (page 449 du COC-301) indique une composition différente de celle incluse dans le texte de son rapport annuel (section 1.1.2). Le Sénégal peut-il clarifier la composition des captures de requins réalisées par sa flottille palangrière ?

COC-303

- **Barbade, Sénégal, Venezuela/requin-taupe bleu (SMA)** : La Barbade, le Sénégal et le Venezuela ont déclaré des données de la tâche I concernant les captures de requin-taupe bleu les années précédentes, mais aucune capture pour les six premiers mois de 2018 n'a été déclarée. La Barbade, le Sénégal et le Venezuela peuvent-ils préciser s'ils ont débarqué du requin-taupe bleu de l'Atlantique Nord au cours de cette période ? Si tel est le cas, nous leur demandons de fournir les données à l'ICCAT tel que requis.
- **Ghana, Panama/DCP** : Dans le COC-303, il est indiqué que les plans de gestion devraient également être soumis par le Ghana et le Panama. Nous aimerions avoir des éclaircissements à ce sujet et nous demandons, le cas échéant, que les plans de gestion des DCP soient fournis dès que possible.
- **Guatemala/DCP** : Le Guatemala indique dans son rapport annuel qu'il a actualisé et présenté son plan de gestion des DCP. Cependant, le COC-303 n'indique pas que le rapport a été soumis et il ne figure pas dans l'Annexe 6 du COC-303. Le Guatemala peut-il préciser s'il a présenté son plan de gestion des DCP ?

Autres

- **Union européenne** : Deux senneurs figurant sur la liste des navires actifs de 2016, mais ne figurant pas sur la liste des navires actifs de 2018, présentent des preuves d'activités de pêche récentes dans l'Atlantique et en Méditerranée occidentale sur la base de relevés AIS. Ces navires (ATEU0ESP03287 et ATEU0ESP03360) battent le pavillon espagnol. L'UE peut-elle préciser si ces navires pêchent des thonidés ou des espèces apparentées ?